

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
13 Place de la Paix CS 50712  
15007 AURILLAC cedex

Aurillac, le 06/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COLAS FRANCE**

13 rue des 2 ponts  
15290 Le Rouget-Pers

Références : 20231006-RAPINSP-15-156-ColasLeRouget  
Code AIOT : 0005600172

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2023 dans l'établissement COLAS FRANCE implanté 13 rue des 2 ponts 15290 Le Rouget-Pers. L'inspection a été annoncée le 03/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient dans le cadre d'un porter à connaissance déposé le 7/07/2023 déclarant les modifications intervenues ou programmées sur le site du Rouget.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COLAS FRANCE
- 13 rue des 2 ponts 15290 Le Rouget-Pers
- Code AIOT : 0005600172
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site du Rouget a été créé pour activité principale une production d'émulsion et d'enrobés dans

les années 30. L'autorisation d'exploiter en vigueur date du 09/02/1978 modifiée par AP du 17/10/2011. Le site a fait l'objet en 2016 d'une extension dédiée au stockage de matériaux. Le Porter à connaissance de 2023 porte à la connaissance du préfet le démantèlement de l'installation de production d'émulsion classant le site en autorisation et l'actualisation des rubriques au regard des activités actuelles et de l'évolution de la réglementation. Un changement d'exploitant au profit de Colas France a été notifié par courrier préfectoral du 26/02/2021.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Sécurité du site
- Incidences du porter à connaissance

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les installations actuelles regroupent une parcelle dédiée au stockage de matériaux bruts ou recyclés en attente de reprise, une installation de production d'enrobés à froid, un stockage de matière bitumeuse, un pont bascule et un bâtiment initialement dédié à la fabrication d'émulsion à ce jour sans usage défini.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PC2	AP Complémentaire du 17/10/2011, article 1.5.3	/	Eléments complémentaires à fournir

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PC1	AP Complémentaire du 17/10/2011, article 1.5.1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est clos et les accès sécurisés. Le site s'étend sur les parcelles A 41 et A 40 pour partie sur une surface globale approximative de 12700 m<sup>2</sup>.

L'installation de production d'enrobés à froid est opérationnelle, l'installation de production d'émulsion est entièrement démantelée ainsi que les stockages liquides. Reste en place la zone de rétention. La parcelle A 40 regroupe l'ensemble de stocks de matériaux.

Les écarts relevés portent sur la non déclaration de cessation de certaines activités notamment la production d'émulsion, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant régularise la situation de part la transmission du porté à connaissance.

Au regard des informations du porté à connaissance, il est demandé à l'exploitant les éléments complémentaires suivants :

- validation du déclassement en D de la rubrique 4801 (stockage houille...) initialement sous le régime de l'autorisation. Il est rappelé à l'exploitant qu'il reste soumis au régime de l'autorisation dans le cas d'un stockage potentiel supérieur ou égal à 500 t. Dans ce cas il doit le préciser explicitement.

- précision sur le périmètre du site ICPE. Il est demandé à l'exploitant de préciser le périmètre précis ainsi que la surface occupée par l'ensemble installations.

- plan d'implantation des piézomètres : l'exploitant précise que trois piézomètres ont été installés sur le site en vue du suivi de la qualité des eaux souterraines compte tenu des activités antérieures. Un plan d'implantation, les justificatifs de déclaration à la banque de données du BRGM (Infoterre) ainsi que les premiers résultats compléteront le dossier.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : PC1

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/10/2011, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b> déclaration des modifications
<b>Constats :</b> Porter à connaissance transmis le 7/07/2023
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : PC2

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/10/2011, article 1.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b> démantèlement des équipements non utilisés
<b>Constats :</b> Installation de production d'émulsion démantelée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet